

**CAF'ECO 148 à Saint Denis au « MENZA K'FE »**  
**Mardi 24 novembre 2009 de 18h00 à 20h30**

## **Pouvoir d'achat : qu'en reste-t-il ?**

### **présenté par Philippe Barbier**

Il s'est fait élire comme « Président du Pouvoir D'Achat ». Le PPDA bis a échoué. Lui qui devait « aller chercher LE point de croissance supplémentaire avec les dents s'il le faut » s'agite et multiplie les annonces. En vain, et il le sait pertinemment. On ne manque ni d'activité ni d'argent. Simplement les deux sont mal partagés, de plus en plus mal selon toutes les études. Par exemple on a pu lire récemment que le revenu salarial des cadres avait, malgré la crise, augmenté de 2,4% tandis que celui des salariés au smic à plein temps traînait à moins de la moitié, alors que le temps partiel subi a, lui, tendance à augmenter. Pour les salariés non protégés, outre la hantise du chômage et de la baisse brutale de revenu, il y a ce risque de dégradation du revenu salarial. S'y ajoute le moindre recours aux heures supplémentaires vu la baisse d'activité des entreprises qui y ont généralement recours (automobile, BTP, équipements, etc...).

Dans une société où la solidarité n'est pas une « ardente obligation », où la concurrence et le chacun pour soi deviennent la règle, la baisse de la pratique syndicale interdit d'obliger les entreprises à « faire le gros dos » pour passer la crise, comme ce fut le cas dans les décennies passées, où, il est vrai, les difficultés administratives pour licencier et les moyens de pression (prix administrés) donnaient à la puissance publique des moyens de pression souvent décisifs quand ils venaient s'ajouter aux menaces de grève.

On nous rebat les oreilles de la Crise, qui est à l'Economie ce que le 11/9/2001 fut à la Sécurité: un gros prétexte bien médiatique pour continuer à appliquer la même politique mortifère pour l'économie du pays et pour les plus faibles revenus. En France, il a été constaté 2,5% de baisse du PIB sur le 4<sup>e</sup> trimestre 2008 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2009, puis deux hausses de 0,3% sur les deux trimestres suivants. Apparemment les mesures de relance et de sauvetage des banques ont porté leurs fruits. Elles sont surtout beaucoup rapporté aux plus riches. Le « bouclier fiscal » interdit de leur appliquer aucun prélèvement supplémentaires.

Donc ce sont les autres qui paient la note : l'Etat se défait de plus en plus sur la Sécu où ses réels impayés cumulés (environ 20 Milliards d'euros par an) dépassent largement les déficits cumulés. Donc on crie au loup, qu'il faut « sauver la sécu », donc on augmente les petites recettes, on invente des franchises supplémentaires, on fiscalise les indemnités d'accident du travail, on accentue les déremboursements. L'Etat a aussi décentralisé une grande partie de l'effort d'équipement et de gestion des infrastructures de proximité sur les collectivités locales et transféré en échange des recettes qui n'augmentent pas au même rythme que les dépenses induites, ce qui oblige les collectivités à augmenter leur fiscalité qui est la plus injuste qui soit car non proportionnelle aux revenus.

Or de l'argent il y en a, il continue à s'accumuler, même si la baisse de la valeur de certains biens peut faire penser à un « appauvrissement de nos milliardaires » lors des inventaires de patrimoines généreusement étalés dans certaine presse. Peut-être qu'il se dépense moins ce qui freine l'économie capitaliste donc réduit l'emploi. Or moins d'emploi c'est moins de salariés, moins de contributions sociales pour la sécu et les retraites, moins d'impôts. Par ailleurs, des salaires moindres agissent de la même manière.

Qui a demandé l'avis des français sur leur avenir ? quand avons-nous eu un choix de société clair, non pas de décider des droits et abus de la propriété, mais de réactualiser un contrat social où l'on établit clairement des priorités s'imposant à tous. Celles qui figurent dans le préambule de la constitution de 1946 (héritage du PNR du 15 Mars 1944) mais aussi celles de la « Charte de la Havane » votée en 1948 par 53 états dont la France mais que le veto US empêcha d'appliquer et de créer l'Organisation Internationale du Commerce dans le cadre du système Onusien (l'actuelle OMC, qui tient sa conférence ministérielle du 30/11 au 2/12 à Genève n'en faisant pas partie) Retrouvons nous pour imaginer l'avenir que les citoyens doivent construire car personne ne le fait à leur place !

## **RDV au bar lounge « MENZA K'FE »**

Mardi 24 novembre 2009, de 18h à 20h30, 7 Rue Rontaunay (près rue Châtel). Repas partagé pour ceux qui désirent continuer à échanger. Contact JMT (0692029271) Karaoké dans la foulée

### **PROCHAINES SEANCES PROGRAMMEES**

- **Mardi 8 Décembre - Repaire de Là-Bas Si j'y Suis 50 : Bilan 2009**
- **Mardi 22 Décembre - Relâche**
- **Mardi 12 Janvier 2010 - Repaire de Là-Bas Si j'y Suis 51 : rentrée 2010**
- **Mardi 26 Janvier 2010 - Cafeco 149**

Contacts GSM: Philippe B.: 0692 88 21 48 ou JMT : 0692 02 92 71 [jean-marc.tagliaferri@wanadoo.fr](mailto:jean-marc.tagliaferri@wanadoo.fr)  
Retrouvez le Caf'Eco et sa documentation sur le site web: <http://aid97400.lautre.net>  
Le Caf'eco, un collectif de l'Association Initiatives Dionysiennes